

DDFIP de Vaucluse : une administration dont les effectifs se réduisent comme peau de chagrin !

Camarades,

Je vous adresse le salut fraternel de la section FO DGFIP 84. Les agents de l'administration des Finances Publiques en Vaucluse, comme tous leurs collègues fonctionnaires, sont confrontés à une entreprise de liquidation généralisée de leurs missions, de leurs services, de leurs emplois et de leurs statuts.

Lors du précédent congrès de notre Union Départementale, j'avais évoqué la mise en route, à compter de 2020 du Nouveau réseau de proximité (NRP). Son bilan vaut plus que de longs discours: en quatre ans, plus de la moitié des centres des Finances Publiques a fermé dans le département, près de 250 emplois sur plus de 900 ont été supprimés en l'espace de 20 ans ! Nos gouvernants qui ont un grand souci de leurs personnels, ont trouvé la parade aux saignées permanentes qu'ils pratiquent : ils ont recours à l'externalisation des missions.

Le 16 janvier dernier, les agents des Finances Publiques ont failli s'étouffer lorsqu'ils ont entendu le Président de la République évoquer la re-crédation de trésoreries. En réalité, une partie de notre mission d'accueil est externalisée auprès des Espaces France Service, structure qui regroupe jusqu'à neuf services de l'État ou partenaires de l'État. Il y en a 25 dans notre département. Les agents qui travaillent dans ces EFS ne peuvent être compétents sur tous les sujets. Pour les cas compliqués, et ils sont nombreux dans la sphère fiscale, l'usager doit se rendre dans une implantation de pleine compétence.

De plus, la plupart des centres des Finances Publiques ne sont plus autorisés à percevoir les règlements en numéraire, et les usagers doivent régler leurs impôts, amendes, les produits communaux, comme la cantine, chez les buralistes. Ces derniers ne peuvent vous renseigner sur le calcul de vos impôts ou des factures que vous venez payer. Ils ne sont pas compétents non plus pour recevoir des demandes de délais de paiements. Il ne reste plus que deux caisses dans notre département, une à Avignon, l'autre à Carpentras, et pour combien de temps ?

Autre exemple : notre administration se prépare à ne plus gérer même les encaissements des chèques, puisqu'elle a soumis à un appel d'offre au secteur bancaire privé la gestion des deux plus grands centres d'encaissement des chèques bancaires par lecture optique.

D'une manière générale, chaque administration subit la même logique de destruction que la DGFIP, symbolisée par le Nouveau Réseau de Proximité (NRP). Les acronymes changent mais la logique reste la même : des services sont regroupés en vue de supprimer des effectifs, les statuts des salariés sont précarisés pour les rendre corvéables à merci.

Comme si cela ne suffisait pas, notre administration invoque le développement de l'intelligence artificielle pour justifier de nouvelles suppressions d'effectifs. Certes, l'intelligence artificielle ne doit pas être rejetée en tant qu'outil, car elle pourrait permettre de créer des applications informatiques plus vite et meilleures que celles que nous utilisons. Cependant, les expériences précédentes liées à la mise en place de nouvelles applications informatiques montrent que les ministres de tutelle ont toujours profité de leur déploiement pour anticiper des réductions d'effectifs, avant même qu'elles soient stabilisées.

C'est cette situation qui explique que les agents des Finances Publiques de Vaucluse se mobilisent pour défendre leur statut de fonctionnaire, les droits qui y sont liés et les missions de leur

administration. L'année dernière, ils ont régulièrement participé aux manifestations et grèves contre la réforme injuste et injustifiée des retraites. Mardi dernier, 18 % d'entre eux se sont mis en grève contre la rémunération au mérite et pour une revalorisation conséquente de leur point d'indice.

Ils en ont marre, comme tous leurs collègues fonctionnaires, d'être la variable d'ajustement de la chasse au prétendu déficit que le ministre de l'Economie invoque à tout moment, alors même que l'évasion fiscale, ce sport pratiqué sans vergogne par tous les grands groupes industriels et financiers, représente au bas mot 60 milliards € chaque année ! Et tout cela parce que le même Lemaire taille dans les effectifs de nos services de contrôle !

Ils défendent un service public républicain et de proximité contre cette administration fiscale « low-cost » que le gouvernement veut imposer.

Enfin, la section ne peut terminer son intervention sans rappeler son attachement au syndicalisme confédéré qui, au plan local, est représenté par l'union Départementale FO 84. Nous avons régulièrement sollicité l'UD pour organiser nos AG annuelles ou encore des conférences de presse. Nos militants y suivent régulièrement des formations. FO DGFIP 84 tient également à rappeler que Jean Luc était Secrétaire Départemental FO Trésor avant d'occuper ses fonctions à l'UD et qu'il est toujours membre du bureau de FO DGFIP 84. il a régulièrement participé aux réunions de comité de son syndicat de base. La section FO DGFIP 84 le remercie pour sa disponibilité et ses conseils avisés !

Pour défendre les salariés, il est indispensable de renforcer le syndicalisme libre, revendicatif et indépendant de l'Etat, des partis et des églises.

Vive Force Ouvrière !

Vive l'Union Départementale Force Ouvrière de Vaucluse!